

# Présentation de "La Patate chaude"

*parue dans le journal Inter-Peuples n°211 (novembre 2012)*

En septembre 2010, suite au discours de Grenoble dans lequel Sarkozy avait particulièrement stigmatisé les Roms, des personnes se sont regroupées dans un collectif dénommé "solidarité Roms". Ce groupe, très large, a mené de nombreuses actions sur différentes questions : la scolarisation, le logement, la précarité, la santé. Cependant, quelques mois plus tard, de nombreux membres du collectif ont voulu se dissocier des pratiques de certains, car leurs manières de s'organiser ensemble étaient incompatibles. Un nouveau collectif s'est alors créé : le collectif "la Patate Chaude", qui fédère la grande majorité des personnes anciennement actives dans le collectif solidarité Roms.

La Patate Chaude se veut un groupe multiculturel de pressions, de revendications et d'actions politiques. Ses buts sont de rappeler les pouvoirs publics – l'État comme les collectivités locales – à leurs obligations de respect de l'accès au droit commun (la scolarisation, le logement, la santé, le travail, les aides sociales) pour toutes et tous. Le nom du collectif vient d'ailleurs de la propension de ces institutions à se renvoyer entre elles la responsabilité (la patate chaude) de la misère que vivent certain-e-s dans notre société.

L'organisation du collectif compte tout autant que son objet : dans la décision comme dans l'action, il privilégie le consensus et l'écoute de la parole singulière de chacune et chacun, ainsi que le respect des décisions collectives, sans hiérarchie entre ses membres. Nous souhaitons aussi, sans mascarade, laisser émerger la parole des exclu-es et des personnes discriminées, notamment des Roms, et agir autant que possible avec eux plutôt qu'à leur place. La Patate Chaude s'organise donc autour de la parole des Roms, et fonctionne en lien fort avec ce qui se passe sur les campements, dans les squats, dans les lieux d'hébergement, dans les écoles, les administrations, etc.

Par ailleurs, nous considérons que les Roms, comme tou-te-s les précaires, sont les victimes à la fois du système socio-économique actuel et des discours populistes qui visent à les rendre coupables de tous les maux qui en résultent. Nous pensons qu'il n'y a pas d'autre moyen de mettre fin durablement à cette exclusion que de lutter contre ce système. Nous sommes conscients du fait que cela revient à déplacer des montagnes. Pour autant, nous estimons ne pas avoir d'autre choix que cette lutte, et nous appelons à l'élargir.

Dans l'agglomération grenobloise, comme ailleurs en France, le collectif a maintes fois constaté que les Roms sont victimes de discriminations diverses. Ainsi, nous savons que des consignes ont circulé dans différentes institutions, comme au Conseil Général de l'Isère, recommandant aux assistantes sociales de ne pas les prendre en charge, ou dans certaines structures d'hébergement d'urgence, demandant de ne pas héberger les Roms. Nous avons également pu constater, en montant conjointement avec les associations "Un Toit Pour Tous" et "Roms Action" des dossiers DALO (droit au logement opposable) pour des familles roms roumaines, qu'il était impossible pour elles de voir leurs demandes aboutir.

Les demandeurs d'asile roms se voient également plus souvent que les autres refuser un hébergement auquel ils ont pourtant légalement droit. Lorsqu'ils ont été hébergés, ils sont souvent remis à la rue pour des raisons douteuses, parfois avant même d'avoir reçu une réponse négative à leur demande d'asile, et sans solution alternative d'hébergement, alors que là encore, la loi l'interdit. De même, lorsque des campements ou des squats de Roms sont expulsés, aucune solution n'est envisagée par les autorités.

A tout cela, on ajoutera la stigmatisation constante dans les discours de politiciens populistes, qui n'hésitent pas à reprendre à leur compte les pires clichés sur les Roms, pourtant déjà bien assez répandus dans la population (comme l'image de voleurs de poules ou de personnes sales par nature). La palme revient, ex-æquo :

- au maire UMP de La Tronche, Hervé-Jean Bertrand-Pougnand, qui a longtemps refusé de scolariser les enfants roms du campement situé sur sa commune, a interdit à ses services de voirie d'y intervenir – accusant ensuite les Roms de vivre dans des conditions d'hygiène déplorables – et a même parlé, assurément métaphoriquement, des "différentes races de rats" qui sont apparues dans sa ville...
- au maire communiste de Saint-Martin d'Hères, René Proby, qui n'a pas hésité à faire appel au préfet sarkozyste en place pour faire expulser les campements successifs installés sur sa commune. Comme quoi quand il s'agit de caresser dans le sens du poil la frange la plus réactionnaire des électeurs, la couleur politique des uns et des autres s'atténue considérablement.

Depuis sa création, en tant que "solidarité Roms" ou que "Patate Chaude", l'action du collectif s'est déclinée de manières très diverses :

- Les membres du collectif sont présent-e-s sur les campements et dans les squats pour rencontrer les gens, comprendre leur situation et leurs aspirations, et essayer d'envisager des actions avec eux ;
- La première action du collectif solidarité Roms a été une intervention en conseil de la Métro pour dénoncer la situation des Roms dans l'agglomération, notamment l'absence de solutions d'hébergement ;
- Le collectif a occupé une maison du Conseil général de l'Isère à Saint-Martin-le-Vinoux. Il s'agissait de réquisitionner une maison vide pour dénoncer la spéculation immobilière dans le public comme dans le privé, permettre à des Roms de s'y installer, et visibiliser le fait que de nombreuses personnes n'ont pas de logement, alors que des bâtiments sont laissés à l'abandon ;
- Les membres du collectif suivent les dossiers divers (hébergement, santé, scolarité, demande d'asile, etc.) de certaines personnes, ce qui permet de faire apparaître les discriminations que subissent les Roms, dont les demandes sont la plupart du temps rejetées ;
- La première action de la seconde mouture du collectif, "la Patate Chaude", a été de rendre public le fait que la Métro avait laissé vide une maison lui appartenant alors qu'elle devait être consacrée à l'hébergement de familles ;
- Il a agi à de nombreuses reprises, en lien avec le réseau éducation sans frontières (RESF) ou Roms Action, pour permettre la scolarisation d'enfants roms ;
- Le collectif a dénoncé la situation de demandeurs d'asile, pour la plupart des Roms d'ex-Yougoslavie, auxquels le droit légal à un hébergement a été refusé pendant des mois, et qui ont campé en plein hiver devant la gare ou dans des parcs ;
- Le 30 mars 2011, il a organisé, conjointement avec diverses organisations, une nuit solidaire de protestation devant la préfecture. Ce rassemblement a été sévèrement réprimé, mais les demandeurs d'asile à la rue ont été hébergés dans les semaines qui ont suivi ;
- Au mois de mai suivant, la Patate Chaude a occupé une maison rue Germain, à Grenoble, qui appartenait cette fois à un promoteur immobilier, rappelant qu'elle n'avait "aucune illusion, ni sur [les] motivations [de celui-ci], ni sur l'impact de [son] activité sur la question du logement en général" ;
- Le collectif a aussi organisé des projections du film "Le bateau en carton", documentaire qui donne la parole à des Roms vivant dans la misère en France. Des projections ont eu lieu dans plusieurs salles, mais aussi sur le camp de La Tronche, pour dénoncer son expulsion prochaine ;
- Depuis juin 2010, après un travail de plusieurs mois effectué avec "Un Toit Pour Tous" et

des dizaines de dossiers montés, le DALO, et notamment le droit à l'hébergement opposable (DAHO), s'applique enfin aussi pour les Roms ;

- En juillet dernier, le collectif est intervenu au musée de la résistance et de la déportation lors d'une exposition sur les "obligations de quitter le territoire français" (OQTF) financée par le Conseil général, qui venait pourtant de faire expulser de la maison de Saint-Martin-le-Vinoux les Roms qui l'occupaient sans s'émouvoir des OQTF que la préfecture en a profité pour leur distribuer...
- Etc.

Etc ? Alors qu'il entame sa troisième année d'existence, le collectif est loin de faiblir. Non seulement ses membres sont encore pleins de ressources, mais de nombreuses personnes ont exprimé ces derniers mois leur souhait de le rejoindre.

Cette année, avec le changement de gouvernement, le collectif espérait, sans grandes illusions, que la politique de l'État vis-à-vis des Roms allait connaître une amélioration. Or, depuis l'élection de François Hollande et le retour au pouvoir du Parti socialiste, non seulement rien n'a changé, mais les expulsions de campements roms se sont même accélérées.

La Patate Chaude est convaincue que si le nouveau pouvoir socialiste se comporte ainsi, c'est qu'il est assuré du soutien d'une majorité de la population, surfant ainsi sur la stigmatisation des Roms et des pauvres, qui existe depuis des siècles et a été particulièrement ravivée par le gouvernement Sarkozy. Le collectif souhaite donc lutter contre les stéréotypes qui enferment les Roms, qu'ils soient négatifs (voleurs, sales...), positifs (jolies roulottes, bons musiciens...) ou simplement erronés (roumains, nomades, etc.) notamment en portant leur parole et leurs revendications auprès de la population locale. La Patate Chaude continuera aussi bien entendu de dénoncer les diverses discriminations que subissent les Roms, notamment dans les différents services publics. Elle tient également à inscrire son action dans le cadre de luttes plus globales pour les droits fondamentaux et contre le système capitaliste, qui engendre pauvreté et discrimination.

## **La Patate Chaude**

Pour nous joindre, nous rejoindre, une adresse : [collectifsoutienroms38 at gmail.com](mailto:collectifsoutienroms38@gmail.com)

Le blog du collectif :

<http://collectif16septembre.wordpress.com/>